

"Veut-on, oui ou non, faire l'Europe?" dans Fédération (Octobre 1948)

Légende: En octobre 1948, Raymond Silva, secrétaire général de l'Union européenne des fédéralistes, lance, dans la revue française Fédération, un cri d'alarme pour l'unité du continent européen et examine la position britannique face au projet d'une Europe fédérale.

Source: Fédération. Revue de l'ordre vivant. dir. de publ. Richard, Max. Octobre 1948, n° 45. Paris: Imprimerie de la Seine.

Copyright: (c) Fédération

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"veut_on_oui_ou_non_faire_l_europe_"_dans_federation_octobre_1948-fr-8d37859e-2a41-4e45-9001-9801c46eddaa.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

Problèmes du fédéralisme

Veut-on, oui ou non, faire l'Europe?

par Raymond SILVA

Secrétaire général de l'Union Européenne des Fédéralistes

Le concept de l'Union européenne qui, jusqu'au Congrès de La Haye, n'était qu'une idée-force, peut et doit devenir demain, si les peuples prennent conscience des dangers que les menacent, la source d'une orientation politique nouvelle, capable de modifier du tout au tout l'équilibre des forces en présence.

L'opinion publique alertée est plus ou moins consciemment acquise, des gouvernements se sont publiquement prononcés en faveur d'une limitation des droits de souveraineté, enfin le congrès de l'Union Parlementaire Européenne, qui vient de tenir ses assises à Interlaken, a consacré brillamment le principe d'une Assemblée européenne en voie de formation.

Les Etats-Unis d'Europe vont-ils enfin prendre corps ? La chimère généreuse d'hier va-t-elle devenir une réalité politique ? Il n'est pas possible de donner à cette question vitale une réponse affirmative sans examiner de sang-froid l'attitude du gouvernement britannique ; or celle-ci – ne nous payons pas de mots – est réticente.

M. Churchill ayant invité récemment M. Attlee à prendre l'initiative de convoquer un parlement européen, celui-ci a décliné l'offre, « doutant que le moment soit venu de passer à la réalisation d'une telle idée, les gouvernements européens selon lui, ayant d'autres problèmes plus urgents à régler ». Il s'est déclaré prêt, cependant, à réexaminer la question après la conférence impériale anglaise qui doit se tenir en octobre. M. Attlee exprime-t-il, en l'occurrence, la pensée profonde du peuple britannique ? Il est malaisé de porter un jugement. Des hommes comme MM. Churchill, Lord Layton, Macmillan, Mackay, Shawcross, Boothby, d'autres encore, ont vivement critiqué la position prise par le Premier Ministre. Néanmoins, celui-ci est en place, il assume la responsabilité de la politique extérieure britannique, et tout porte à croire qu'à moins d'événements imprévus, il ne modifiera pas sa ligne de conduite. A moins que le Labour Party ne l'y incite, ce qui n'est pas impossible. De nombreux socialistes anglais, sentant quel magnifique tremplin représente pour les conservateurs churchilliens le dogme de l'Europe Unie, sont enclins, en effet à reprendre l'idée pour leur compte et à porter le débat devant l'opinion publique, si influente en Angleterre.

Parviendront-ils à convaincre leurs compatriotes, insulaires par atavisme et par tempérament ? Nul ne le sait. L'Anglais est instinctivement hostile à tout ce qui n'est pas *made in England*, il appréhende de lier son sort à celui de peuples continentaux dont la stabilité politique est généralement précaire, et craint de ne pouvoir, dans une Europe fédérée, jouer son traditionnel rôle d'arbitre. Il reste, en outre, fermement attaché à la notion du Commonwealth, s'y accrochant d'autant plus que la grande nation, payant chèrement les sacrifices qu'elle a consentis pour le salut de tous, n'est plus seule maintenant à arbitrer la politique mondiale. Pour compenser ses faiblesses matérielles, elle se raidit, se replie sur elle-même et ce sont des leaders du Labour Party qui s'enflamment pour le nationalisme !

Des voix, en Grande-Bretagne et ailleurs, recommandent, d'autre part, la prudence : « Avant d'unir et d'ordonner l'Europe, disent certains, commencez par mettre de l'ordre chez vous. » Raisonement impeccable, du moins en apparence, car comment sortir de l'impasse si cet ordre était lié à la réalisation de l'Union européenne, si justement le désordre régnait parce que les problèmes sont insolubles dans le cadre national, parce qu'aucun pays européen ne peut plus se sauver seul ?

Si dilemme il y a, une conclusion s'impose : faire l'Europe d'abord et tout de suite. Agir là où on le peut avec le plus de chances de réussite et si la Grande-Bretagne, dont on respecte et dont on comprend les appréhensions, hésite à s'engager la première, passer outre et s'unir entre peuples qui sont résolus à coopérer. Si l'on veut éviter la catastrophe, il faut, tout de suite, constituer un premier noyau central autour duquel viendront ultérieurement se rassembler les peuples encore indécis. Le pire serait de rester dans l'inaction, dans le statu quo, sous prétexte que les conditions optima ne sont pas réalisées : à vues humaines,

elles ne le seront jamais.

Voilà un an, alors qu'était consommé, par la volonté d'une seule puissance, l'écartèlement de l'Europe, on disait déjà : « Sans l'Est, à quoi bon tenter quelque chose ? » Si l'on avait écouté ceux-là qui se faisaient inconsciemment des complices de l'impérialisme russe, tout espoir serait perdu aujourd'hui d'une renaissance future de l'Europe.

« Nous devons » écrivait hier le *Sunday Times*, « envisager très sérieusement les possibilités d'une guerre ». Allons-nous la rendre fatale ? Allons-nous, en raison de notre désunion, demeurer passifs et lâches, proie offerte à l'avidité d'une Europe de l'Est formant bloc ? Au contraire, allons-nous nous ressaisir à temps, rassurer les Américains que décourage non sans raison le pitoyable spectacle de l'Europe, nous montrer dignes, par exemple, des Finlandais dont la volonté de survivre est exemplaire, voire même des Yougoslaves qui luttent, à leur manière, pour sauver leur indépendance ?

L'Europe sans l'Angleterre n'est pas concevable. Celle-ci appartient au Continent comme elle appartient à ses partenaires du Commonwealth. Cette situation particulière n'a rien de contradictoire. La fédéralisme est assez souple pour admettre le fait et tôt ou tard, si un embryon de communauté organique se crée en Europe, l'opinion anglaise exigera que son pays y adhère, de même qu'ailleurs apparaîtra la même résolution.

Quelles peuvent être les premières nations qui doivent, dès à présent, s'unir sans réserves, c'est-à-dire en ne reconstituant pas le simulacre d'une S.D.N. européenne, mais en fondant une institution douée des pouvoirs qui lui auront été transférés ? Benelux qui a donné l'exemple, la France et l'Italie qui ont publié officiellement leur accord, l'Autriche et l'Allemagne occidentale pour qui l'intégration à l'Union européenne est l'unique solution éliminant les risques d'une renaissance pangermaniste plus ou moins inspirée des Soviets, si possible les pays du Nord, le Portugal, l'Espagne, une fois obtenues du général Franco des garanties politiques qu'une première entrevue avec Don Juan permet d'espérer. Qui sait, par ailleurs, si demain la Yougoslavie elle-même n'envisagerait pas, sans renier la forme du régime qui est le sien, de se rapprocher d'une Europe enfin cohérente et viable ?

Le programme esquissé ici ne peut susciter d'opposition que des partis spéculant sur la discorde et la misère. Il apparaît le seul – réalisable aussitôt – qui possède les vertus de nous redonner peu à peu la prospérité et de sauver *in extremis* la paix déjà si compromise.